

la mission des ministres en Europe. Ce genre de déclaration ne peut que faire le jeu de nos adversaires dans le monde.

Je voudrais dire à l'honorable sénateur que, dans son rapport, M. Dunkel a déclaré sans la moindre ambiguïté que les modifications proposées ne seront effectuées que si un certain nombre de pays partagent la même vue sur la question. Or, c'est une chose que nous ne connaissons avec certitude que lorsque les divers pays présenteront leurs contre-propositions le 1^{er} mars.

● (1620)

Ensuite, selon le témoignage de M. Wilson et d'autres collègues du Cabinet, la mission en Europe a été très importante puisqu'elle a permis de renforcer la position du Canada et d'informer nos interlocuteurs européens qu'il y a un consensus au Canada en vue d'appuyer une position équilibrée concernant l'agriculture. Plus encore, cette mission en Europe nous a permis d'obtenir, pour la première fois, une déclaration sans équivoque de la Commission de la CEE et un appui de l'Allemagne concernant la clarification de l'article XI du GATT.

Le sénateur Olson: Voilà qui est intéressant. Le gouvernement n'a-t-il pas convaincu, soit à cause d'un échec ou d'une omission—c'est à vous de choisir le mot qui convient—ces gouvernements ou les autres membres du GATT qu'il y avait au Canada un consensus ou une opinion générale concernant ces offices de commercialisation et les gens qui en font partie?

Le sénateur Murray: Nous ne leur avons pas dit que l'opposition libérale avait abandonné la partie.

Le sénateur Olson: Mon Dieu! Je devrais leur faire lecture des débats un jour ou leur dire où se trouvent les débats qui expliquent ce que les conservateurs ont fait lorsque nous, les libéraux—y compris moi-même, en tant que ministre de l'Agriculture—tentions de faire adopter le projet de loi habitant.

L'honorable Jean-Maurice Simard: Vous êtes partis depuis maintenant fort longtemps.

Le sénateur Olson: Les conservateurs y étaient si farouchement opposés que le comité est demeuré debout trois nuits entières pour tenter de le faire adopter. C'est la raison pour laquelle je mentionne cela.

Le ministre a répondu en partie que, pour la première fois, ils avaient réussi à transmettre le message qu'au Canada on s'entendait pour modifier et garder...

Le sénateur Murray: Non. Pour la première fois, nous avons obtenu une déclaration non équivoque de la Communauté européenne et de l'Allemagne au sujet de l'article XI.

Le fait est que la commission de la Communauté économique européenne n'appuie pas la proposition Dunkel concernant l'article XI.

Le sénateur Olson: C'est bien. J'en attribue entièrement le mérite au gouvernement, mais vous devriez avoir honte de ne pas y être parvenus il y a longtemps. Pourquoi n'avez-vous pas transmis ce message il y a longtemps?

Le sénateur Murray: C'est elle qui nous le transmet.

Le sénateur Olson: Ces négociations sont en cours depuis maintenant cinq ans et, finalement, vous lui faites part d'un point de vue non équivoque.

[Le sénateur Murray.]

Le sénateur Murray: Non. C'est elle qui nous fait part d'un point de vue non équivoque.

L'honorable Royce Frith (chef de l'opposition): Elle vous a finalement écoutés. Il a cependant fallu beaucoup de temps.

Le sénateur Olson: Nous aurons un débat là-dessus demain, monsieur le Président. J'ai un avis d'interpellation qui dit que nous voulons en discuter. J'espère que le ministre viendra nous donner d'autres détails, car ce qu'il a fait jusqu'ici aujourd'hui — et je conviens que la période des questions n'est pas le moment de tenir un débat — il nous a donné, pour débattre la question, des observations abstraites et superflues. J'espère qu'il viendra demain et nous donnera des détails sur ce qui s'est passé, car beaucoup de Canadiens se demandent avec une vive inquiétude si le gouvernement les appuiera.

Il y a quelques jours, j'ai demandé au gouvernement s'il comptait demeurer sur ses positions. Ce ne sont pas les libéraux qui reculent. Si le gouvernement reste sur ses positions, comme il prétend qu'il le fera—et comme le premier ministre l'a dit: «Nous lutterons jour et nuit en ce sens»—c'est très bien.

L'honorable Jean-Maurice Simard: C'est exact.

Le sénateur Olson: Mais j'espère que ce n'est pas uniquement de la frime de la part du gouvernement. Demain ou même aujourd'hui serait un bon moment pour qu'il nous donne une certaine garantie à ce sujet.

L'ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD

L'INCIDENCE DU BUDGET SUR LA CONTRIBUTION CANADIENNE—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'honorable Jeremiah S. Grafstein: Honorables sénateurs, dans son budget le gouvernement a rompu la promesse faite aux électeurs canadiens lors des dernières élections et il a violé ses engagements répétés à l'égard de son plus proche allié en retirant la petite force de combat, presque essentielle, qui se trouve actuellement en Europe. Le gouvernement reconnaît-il que ses agissements vont hâter la disparition de l'OTAN? Si tel est le cas, quelle est la position du gouvernement?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Non, honorables sénateurs. D'abord j'aimerais dire que mon honorable collègue devrait laisser nos alliés de l'OTAN parler en leur propre nom. En attendant, je ne suis pas enclin à croire que son opinion reflète la leur.

Deuxièmement, nous ne quittons pas l'OTAN. Nous maintiendrons deux escadrons de CF-18 et un groupe brigade ici au Canada en prévision d'urgences qui pourraient survenir en Europe. Comme le sait très bien l'honorable sénateur, nous demeurerons disponibles et conserverons notre suprématie parmi tous les pays du monde pour ce qui concerne les opérations de maintien de la paix. En fait, comme l'honorable sénateur devrait le savoir d'après de récents rapports, bien que nous quittons l'Allemagne, nous envoyons une force assez nombreuse en Yougoslavie.

Le sénateur Grafstein: Pour la gouverne du gouvernement—s'il ne dispose pas de renseignements—j'ai eu l'occasion de lire aujourd'hui certains reportages sur la réaction de plusieurs de nos alliés, dont l'OTAN. Permettez-moi de vous les désirer.